

I'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Le représentant de l'OLP à Londres abattu

ISRAEL ASSASSINE

Après Mamhoud Saleh, le représentant de l'OLP à Paris, tombé l'an dernier sous les balles de criminels à la solde du sionisme israélien, c'est Saïd Hammami, le représentant de l'OLP à Londres, qui vient de payer de sa vie son dévouement à la lutte de son peuple. Lui aussi a été assassiné mercredi soir par des agents sionistes.

Après avoir, en 1967, rejoint la branche militaire du Fatah, Saïd Hammami avait combattu l'occupant israélien, les armes à la main, jusqu'en 1970. Il fut nommé, à cette époque, représentant de l'OLP au Liban, puis, en 1972, à Londres.

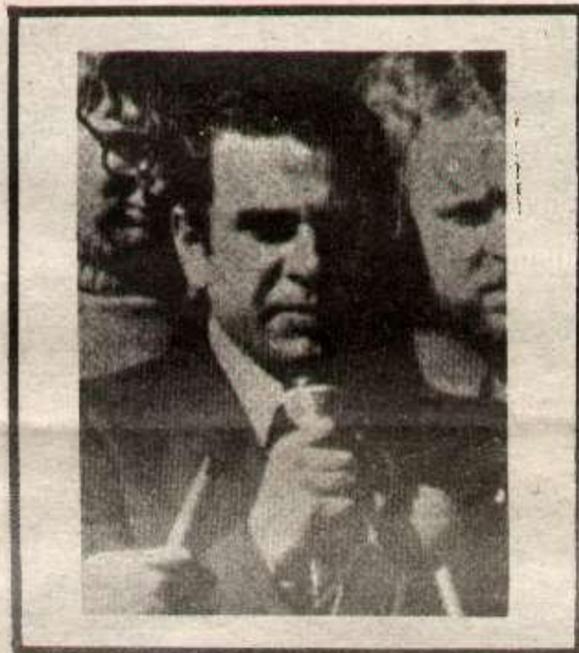
Une nouvelle fois, le sionisme a tué ; une nouvelle fois, le criminel a pu mystérieusement s'échapper, mais une nouvelle fois également, Israël a montré son véritable visage, celui d'un État fasciste où le terrorisme politique est élevé au niveau d'une institution.

L'actuel premier ministre, Begin, n'est-il pas le fondateur de l'Irgoun, l'organisation terroriste sioniste responsable des massacres de Deir-Yassine, l'Oradour-sur-Glane palestinien, le 9 avril 1948.

On ne s'étonnera donc pas que ses agents continuent aujourd'hui son sale travail en se livrant au meurtre et au terrorisme pour tenter d'affaiblir le peuple palestinien, au travers de son représentant, l'OLP.

Après le «bye-bye OLP» de Brzezinski, conseiller de Carter, on comprend qu'Israël se croit tout permis.

C'est une lourde erreur, cependant, que fait le sionisme s'il pense qu'il pourra ainsi briser la volonté de lutte du peuple palestinien. On peut, à ce sujet, rappeler la déclaration de Yasser Arafat, lors des cérémonies marquant, samedi dernier, le 13e anniversaire de la création de l'OLP. C'est le plus



bel hommage que l'on puisse rendre à Saïd Hammami, mort pour le peuple palestinien.

«A Carter, aux Etats-Unis et au sionisme mon-

dial qui veulent imposer aux Palestiniens la capitulation, notre réponse, ce sont les fusils, c'est notre volonté révolutionnaire et notre inflexible détermination».

EDITORIAL

Pourquoi Carter s'intéresse tant à la France

Carter, représentant de l'une des superpuissances, les USA, qui rivalisent avec l'URSS pour l'hégémonie mondiale, est arrivé en France mercredi. Sa visite se prolonge sur trois jours alors que les précédentes escales de sa tournée étaient bien plus brèves. Un ordre du jour très important des discussions est prévu. Bref, une attention toute particulière est accordée à la France. Pourquoi cet intérêt ?

Les intérêts économiques des USA en France sont considérables ! Au niveau économique, c'est aussi l'un des pays de cette Europe tant convoitée par les superpuissances où les capitalistes parviennent le mieux à préserver leurs profits dans la crise actuelle.

Par contre, elle persiste à rester en dehors des activités de l'OTAN, développe une force de frappe nucléaire indépendante. Pour mieux s'éloigner de l'emprise des USA, elle joue un rôle actif dans la construction de l'unité européenne.

Carter cherche également ainsi à faire face à la grande offensive lancée par l'URSS en 1977, particulièrement en Afrique. La France possède en effet un poids important auprès de pays du tiers monde et plus spécialement auprès de pays africains et arabes.

Enfin, il est un fait qui préoccupe beaucoup Carter, c'est la situation politique en France à l'heure actuelle, où la venue de la gauche au pouvoir est possible. Autant de faits qui expliquent cette visite

prolongée du représentant de l'impérialisme américain et qui guident un ordre du jour chargé.

Le premier point abordé fut celui de la pseudo-détente et les relations Est-Ouest. Dans le même temps, les ministres des Affaires étrangères s'entretenaient sur les accords Salt. Sous l'angle de la détente, c'est un accroissement de la participation française à l'organisation militaire de l'OTAN que Carter était venu chercher.

Dans ces discussions, dont on ne connaît pas encore le contenu, il fut également question des relations Nord-Sud, c'est-à-dire des relations entre les pays industrialisés et les pays du tiers monde, puis du problème du Proche-Orient qui sera encore à l'ordre du jour des discussions qui auront lieu jeudi et vendredi.

Ces mêmes jours, Carter et Giscard s'entretenaient de la situation en Afrique et, plus particulièrement, de la Corne de l'Afrique ainsi que des problèmes nucléaires.

Mais ils ne se quitteront pas sans avoir discuté de leurs problèmes d'exploiteurs, à savoir de la crise économique et de ses répercussions au niveau monétaire. Le dollar a chuté dans des proportions jamais vues jusqu'à présent, ce qui est une marque de l'importance de la crise qui touche tous les pays capitalistes.

NUMERO SPECIAL !

A l'intérieur
4 pages sur
la bataille
politique
de 78

Abonnement spécial 8 pages

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

FOYERS SONACOTRA

«Rien ne nous fera reculer !»

C'est ainsi qu'un membre du Comité de coordination des foyers Sonacotra concluait la conférence de presse, tenue hier, devant une quinzaine de journalistes. Il précisait : «Notre lutte ne s'arrêtera que quand nos revendications auront été accordées, après négociations auxquelles le seul Comité de coordination représentera les résidents ; élu par eux, il a leur entière confiance».

Auparavant, le point avait été fait sur les procédures en cours ; il fut, en particulier, question d'un jugement rendu en appel qui, tout en reconnaissant l'erreur de la Sonacotra, ne considère pas qu'il y ait lieu à condamnation ! Un recours en cassation, fondé sur cette contradiction, va donner encore lieu à une longue procédure.

C'est bien pourquoi les résidents comptent avant tout sur leur lutte et ne font nullement confiance à la

justice : l'impunité des auteurs des multiples agressions, attentats, meurtres contre des résidents prouve, au contraire, que la Sonacotra «c'est aussi l'Etat», usant de menaces, intimidations, violences pour venir à bout de la lutte des résidents.

Une lettre a été envoyée par le Comité de coordination aux ambassades (52 en tout) des pays d'origine des résidents dont les gouvernements, pour la plupart, «gardent un silence complice de nature à cautionner les mesures racistes de Stolér, les contrôles, tracasseries policières, expulsions et refoulements arbitraires, interventions de commandos fascistes, etc.»

Cette lettre leur demande de prendre position.

«Si les ambassades et l'Etat ne prennent pas leurs responsabilités, si la Sonacotra (l'Etat) ne prend pas sa responsabilité pour la

(Suite page 7)

● Naussac

Les comités de défense de la vallée de Naussac appellent à manifester, samedi 7 janvier à Langogne (Lozère) contre le projet de barrage-réservoir de Naussac alors que se tiendra, à la mairie, une réunion de représentants des organismes responsables des travaux.

LE REPONDEUR
FONCTIONNE
A NOUVEAU

Téléphonez
au 202-18-29

Trop petit...

Christian Durand mesure 1,39 et marche à l'aide d'une canne. En juillet 1976, il posait sa candidature pour un poste de maître d'internat ou de surveillant d'externat alors qu'il était étudiant en lettres à la faculté de Caen. Pendant un an, il reste sans nouvelle de sa demande. A plusieurs reprises, il demande des nouvelles de son dossier. Le rectorat lui répond qu'il est sur une liste d'attente. Plus tard, il apprendra qu'il est non-prioritaire. Après des démarches entreprises avec l'aide du SGEN-CFDT, il est convoqué pour une visite médicale. A l'issue d'un entretien avec le médecin, celui-ci donne un avis favorable pour le poste de surveillant d'externat, mais défavorable pour celui de maître d'internat. Ceci sans avoir effectué le moindre examen médical.

Entre temps, Christian Durand était admis définitivement à l'École normale, après avoir passé un concours. Au cours de la visite médicale, quelques jours après, il est déclaré inapte. Le recteur, pour se justifier, invoque, dans la presse locale, le droit des handicapés à s'insérer dans la société, mais il ne veut pas engager dans l'Éducation nationale des «personnes déjà accablées par le sort».

Il s'appuie, pour cela, sur une loi qui met toutes sortes de limitations à l'exercice de la profession d'enseignant et qui exclut les tuberculeux, les cardiaques, les anémiques, les diabétiques, les obèses, etc. de l'enseignement.

Après les discours de Giscard au sujet des handicapés qui «ne sont pas des exclus» et qui «doivent participer à la vie commune des Français», ce nouveau scandale indique assez bien quelle valeur il faut accorder à ces discours.

Rappelons que l'an dernier déjà, une institutrice s'était vue interdire l'enseignement, car elle était trop maigre.

Télévision

Plusieurs émissions intéressantes à divers titres cette semaine.

Samedi 7 sur FR3-20H30 «Lazare Carnot»

Ce film a été effectué sur une idée de Debré. L'essentiel de la vie et de l'action de Carnot sont liés à la Révolution française de 1789. Cette révolution a été faite par la bourgeoisie qui, à l'époque, était une classe progressiste, contre le féodalisme. Carnot fut surtout un chef militaire de cette révolution et, à ce titre, il joua un rôle très important pour la sauvegarde de celle-ci.

La Révolution de 1789 suscita en effet la haine des régimes féodaux qui régnaient sur toute l'Europe. Ces régimes s'étaient coalisés pour renverser militairement le pouvoir révolutionnaire. Carnot devint ministre de la guerre, leva en masse le peuple pour combattre la réaction extérieure qui fut tenue en échec, par la suite, il combattit Bonaparte qui veut renverser la République. Ainsi donc Carnot a été un révolutionnaire à son époque.

Debré qui lui, n'a vraiment rien de révolutionnaire, présente ce film actuellement pour illustrer un propos politique actuel. On connaît l'ancien ministre de De Gaulle : c'est un «nationaliste» et un patriote bourgeois. Sans doute, est-ce le patriotisme qui l'a séduit chez Carnot. Mais ce dernier était révolutionnaire.

Mardi 10 sur A2-20H45 «Racines»

Ce feuilleton en huit épisodes est tiré d'un livre célèbre racontant la tragique histoire de l'esclavage aux 17e, 18e et 19e siècles. Des millions d'hommes noirs ont été durant ces trois siècles arrachés de leur famille, de leur terre, de leur milieu naturel pour être conduits dans des conditions horribles principalement en Amérique.

La traite et l'esclavage de l'homme noir a été l'un des plus grands crimes commis contre les peuples au cours des siècles passés. Ce feuilleton, malgré sa sentimentalité et le gommage de l'atrocité de l'esclavage, est à voir.

Jeu 12 sur TF1-20H30 «L'événement»

Peu de choses à dire sur ce passage de Marchais à la télévision, passage qui verra juste après la tenue de la conférence nationale du PCF au sujet des élections.

Marchais qui, soit dit en passant, se plaint de ne passer que rarement à la télévision, ce qui est un mensonge, pourra donc parler en long et en large des positions du PCF. Il critiquera les socialistes «qui vivent à droite» et poussent de grands cris contre le chômage, la misère des travailleurs, afin de tromper les ouvriers en promettant que le PCF veut supprimer ces maux.

Il critiquera sans doute avec des formes, l'URSS. En période d'élection, cela ne pourra que le servir ! Ce sera donc l'habituel numéro démagogique du politicien bourgeois Marchais à la recherche de voix avant les élections.

21H45 «La filière»

Sur la même chaîne après Marchais, un feuilleton sur la résistance : «La filière», sans doute plus intéressant que les discours de Marchais.

La crise de l'acier

LA LUTTE MONDIALE POUR LES PROFITS

Le 19 décembre, le plus grand haut-fourneau d'Europe, celui d'Usinor-Thionville, cesse de fonctionner, occasionnant 1 600 suppressions d'emploi.

D'un autre côté dans les états-majors des monopoles de l'acier, les dirigeants s'affairaient. Des accords au sein de la Communauté économique européenne (CEE) ont eu lieu et des plans de restructuration sont établis.

Les mesures européennes prises ont pour but d'enrayer la dégringolade des prix sur les marchés des Neuf. Elles consistent à l'instauration d'un régime

provisoire : définir des prix de base établis sur les prix les plus bas d'un pays exporteur «travaillant dans des conditions de concurrence normale». Si le prix de vente du produit importé s'avère supérieur à ce prix de référence, la Commission européenne pourra intervenir pour faire payer un droit dit compensateur.

Ceci est établi jusqu'à ce que la CEE ait négocié des accords avec ses principaux fournisseurs (Japon, Espagne, Afrique du Sud, pays de l'Est) portant sur le prix de vente de leurs exportations destinées aux marchés des Neuf et ceci,

au maximum jusqu'à la fin du mois de mars 1978.

L'objectif : éviter que le marché européen ne soit envahi par les aciers bon-marché vendus par ces fournisseurs, les prix de ces derniers étant de 50 à 60 % plus bas que les barèmes européens.

C'est que la sidérurgie de la CEE traverse une grave crise. La consommation réelle de l'acier des industries utilisatrices de la CEE se situe en 1977 de 5 à 6 % en-dessous de la consommation de 1974. Les exportations accusent une baisse de 27 % par rapport à 1974.

En réalité, longtemps secteur de base dominant dans l'accumulation capitaliste en Europe, aujourd'hui la sidérurgie ne joue plus ce même rôle. Ainsi, dans les économies capitalistes avancées, la consommation d'acier par habitant a augmenté plus qu'au ralenti (plus 1,3 % par an en moyenne dans la CEE de 70 à 71, contre plus de 4,5 % de 1965 à 1970). Mais aussi, la sidérurgie n'a fait, de par sa spécificité, que ressentir plus durement les effets de la crise générale, les contrecoups de la baisse générale de la production industrielle : car, avant d'atteindre le stade du produit fini, l'acier connaît de multiples transformations, donc de nombreux points de stockage. Et, toute modification dans la conjoncture ne peut

être que fortement ressentie, d'autant que ceci est encore renforcé par la spéculation.

Par ailleurs, la lutte des pays du tiers monde pour obtenir un plus juste prix de leurs matières premières retire pour les capitalistes l'avantage d'utiliser un minerai bon marché.

Cette crise de l'acier a pour effet d'exacerber la concurrence interimpérialiste, d'autant que l'Espagne ou le Japon développent massivement leurs exportations sur des marchés jusqu'ici «acquis» par les pays de la CEE.

Les capitalistes européens ont dû s'adapter rapidement aux nouvelles conditions de la concurrence, en utilisant, notamment, de nouveaux procédés. A la production de fonte dans les hauts-fourneaux, se substitue le procédé de la réduction directe, pour être plus compétitif. Les installations les moins rentables sont arrêtées. Ce sont ce que la bourgeoisie appelle les plans de restructuration, jetant à la rue des milliers de travailleurs, pour répondre à la loi du profit maximum.

Sur le plan international, cette crise générale de l'acier vient de conduire les pays de la CEE à prendre des mesures communes de protection, en attendant de négocier avec le Japon et l'Espagne notamment.

Cet état de fait ne peut que mécontenter les USA en proie à la concurrence de ces pays du second monde : cela les a amenés à déposer une plainte auprès de la commission du commerce international.

D'autres pointent le bout de leur nez en proposant, comme solution au problème des débouchés, des contrats avec de «nouveaux partenaires». Il s'agit de Marchais qui prévoit de fournir de l'acier à Brejnev pour que celui-ci fonde des canons à notre santé.

Ces mesures reflètent l'aggravation des contradictions interimpérialistes pour le contrôle des marchés. Elles reflètent, plus généralement, l'affaiblissement du système capitaliste.

URSS

M. Vladimir Klebanov, l'ouvrier soviétique interné de force dans un hôpital psychiatrique en décembre dernier pour avoir dénoncé les conditions de travail dans les mines, a été remis en liberté après neuf mois d'internement dans un hôpital psychiatrique. Il avait passé quatre ans et demi dans un de ces établissements pour avoir déclaré qu'il avait perdu son emploi de mineur après avoir protesté contre les mauvaises conditions de travail et en particulier le manque de sécurité.

Economie des principaux pays capitalistes

Angleterre, Etats-Unis, France, Allemagne, Japon.

Précis historique

Ce livre de 536 pages, traduit du japonais, présente l'évolution économique de cinq grands pays capitalistes depuis le Moyen-Age : la naissance du capitalisme au sein de la société féodale, la révolution anti-féodale, la montée du capitalisme, la crise. L'exemplaire : 38 F. En vente aux librairies : Les Herbes sauvages, La Force du Livre Paris 20e, Lyon 1er et par correspondance à E 100, 24, rue Philippe de Girard, 75010 Paris. Plus 2 F pour participation aux frais d'expédition.

Etats-Unis

160 000 mineurs contre les jaunes



Piquet de grève des mineurs américains.

160 000 mineurs en grève sont entrés mardi dans leur 29e jour de grève.

Devant le refus des patrons capitalistes de donner suite à leurs revendications, les grévistes ont durci leur lutte en s'opposant aux jaunes employés par les patrons. Mardi, plus d'une douzaine de mines furent contraintes de fermer leurs portes dans le Tennessee tandis que en Indiana au Kentucky et en Virginie, les grévistes s'affrontent très violemment

aux jaunes qui sabotent leur lutte.

Les tueurs du patronat n'hésitent pas à employer les armes contre les grévistes qui ripostent sur le champ. Dans le Kentucky les ouvriers ont contraint des non-grévistes à jeter le chargement de charbon de cinq camions dans le fossé. La police est intervenue et a arrêté trois de ces mineurs.

Dans le comté de Wise, en Virginie, des grévistes ont bombardé les jaunes à coups

de pierre et de bouteilles pour la deuxième journée consécutive. Lundi, la police avait arrêté 110 mineurs en grève mais ils furent relâchés aussitôt.

Les travailleurs, déterminés à poursuivre leur lutte, jusqu'à satisfaction de leurs revendications, n'hésitent pas à employer la violence des masses face au patronat et aux jaunes, tueurs à l'occasion.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

10e ANNIVERSAIRE DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Les élections présidentielles de 1965

UNE GRANDE CAMPAGNE POLITIQUE

La célébration du 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) n'est pas une simple commémoration, un simple événement historique.

Cet événement est l'occasion de faire connaître à tous nos amis, lecteurs et camarades, les grandes batailles politiques qui ont permis — dans

La bataille politique des élections présidentielles de 1965 constitua pour les marxistes-léninistes une de leurs premières grandes batailles politiques. Pour de

nombreux militants de base du PCF, elle consacra la rupture organisationnelle avec le révisionnisme moderne et permit d'assurer le rôle dirigeant de la Fédération des

un premier temps — de redonner à la classe ouvrière son état-major de combat : un authentique parti communiste. Le 1er congrès constitutif du PCMLF se tint les 30 et 31 décembre 1967.

Nous aborderons successivement quelques-uns des événements importants qui ont marqué son édification jusqu'à aujourd'hui.

Cercles marxistes-léninistes dont le renforcement permit, à son tour, la création, quelques mois plus tard, du Mouvement communiste français marxiste-léniniste

(MCF-ml) et jeta les bases pour la création du Parti communiste marxiste léniniste de France.

Depuis de nombreuses années déjà, la politique opportuniste des dirigeants du PCF vis-à-vis de la social-démocratie s'était développée. En 1964, le XVIIe Congrès du PCF, celui dont la préparation avait vu l'exclusion antistatutaire de nombreux militants, avait adopté une résolution politique sur les élections présidentielles de 1965 déjà nettement dominée par l'opportunisme et le révisionnisme. Cette résolution déclarait : « En vue de la future élection présidentielle, le Parti communiste réaffirme qu'il ne s'agit pas seulement de remplacer un homme par un autre homme mais d'opposer au candidat du pouvoir personnel, un candidat désigné en commun et représentant effectivement le mouvement des masses et l'union de tous les partis et organisations démocratiques sans exclusive afin d'établir une démocratie nouvelle.

« Sans un accord précis sur un programme commun prévoyant notamment des institutions vraiment démocratiques ainsi que les moyens de faire aboutir ce

NON à MITTERAND

PARCE QU'IL est l'agent de l'impérialisme américain en France et en Europe

PARCE QU'IL n'a pris aucun engagement sérieux sur le plan social et qu'il se préoccupe pour le maintien de la Constitution antidémocratique de 1958

PARCE QU'IL est le type du politicien de la 4^e République au passé douteux

PARCE QU'IL tout en se proclamant candidat unique de la gauche il refuse toute négociation et tout programme commun au Parti Communiste

En l'absence d'un authentique candidat de défense ouvrière et paysanne vous affirmez votre fidélité à l'idéal communiste en mettant dans l'urne un bulletin confectionné par vous-même avec la mention

"JE VOTE COMMUNISTE"

100, rue de la République - 13001 Marseille - Téléphone 20.00.00

Affiche appelant à voter communiste.

DIRIGEANTS DU P. C. F. = FAUX COMMUNISTES EMBOURGEOISÉS

Les vrais Communistes se regroupent dans le MOUVEMENT COMMUNISTE FRANÇAIS (MARXISTE-LENINISTE)

Lisez **L'Humanité** nouvelle 26, Boulevard des Dames MARSILLE (2^e)

En juin 1966, création du Mouvement communiste français marxiste-léniniste.

LA COUR DE SURETE DE L'ETAT

Instrument de la repression politique de la bourgeoisie

Le 15 janvier 1963, alors que la guerre d'Algérie venait de s'achever, une nouvelle loi créait une juridiction nouvelle en France : la Cour de sûreté de l'Etat. La bourgeoisie couvrait ainsi d'un manteau légal l'arbitraire total en matière de répression politique qu'elle avait développé pendant la guerre d'Algérie.

Malgré les efforts déployés pour présenter ce tribunal comme une simple «juridiction spécialisée», il s'agit bel et bien d'une «juridiction d'exception», c'est-à-dire fonctionnant totalement en dehors du cadre judiciaire normal, sans même les maigres garanties que celui-ci laisse aux citoyens.

La Cour de sûreté de l'Etat qui siège au Fort de l'est à St Denis, est une juridiction permanente et unique apte à connaître en temps de paix toutes les atteintes à «la sûreté de l'Etat». Tous les

militants révolutionnaires, tous ceux qui dénoncent l'Etat capitaliste sont donc implicitement visés par l'existence de cette juridiction destinée à museler toute opposition révolutionnaire.

Selon une ruse bien connue, la création de la Cour de sûreté de l'Etat a été justifiée et d'abord utilisée pour frapper l'extrême-droite fasciste. Les premiers qui y ont comparu ont été les fascistes de l'OAS.

Mais bien vite, les activités de l'extrême-droite ont cessé de l'intéresser et elle a concentré ses coups contre des militants luttant contre la bourgeoisie et son Etat. Déjà, en 1970, cinq militants marxistes-léninistes étaient inculpés et lourdement condamnés sous l'inculpation d'appartenance au PCMLF, interdit le 12 juin 1968. Des militants de la Gauche prolétarienne, Bretons, Corses, des syndicalistes CFDT étaient à leur tour réprimés. En avril

1976, Romain Le Gall, ouvrier de Lorient, était arrêté et inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat en vertu de son idéal et son engagement marxiste-léniniste. Il devait être détenu cinq mois, de manière totalement arbitraire et du procès qui lui avait été intenté, il n'est aujourd'hui plus question.

La Cour de sûreté de l'Etat est une institution mixte où siègent côte à côte des magistrats de l'Ordre judiciaire et des officiers généraux ou supérieurs. Sa compétence est aussi vague que vaste et la procédure qu'elle utilise, tout en rognant considérablement les droits de la défense consacre une considérable extension des pouvoirs de police. Elle est directement contrôlée par le gouvernement puisqu'elle ne peut intervenir que sur ordre écrit du ministre de la Justice. Tous ces caractères en font un des piliers de la répression de la bourgeoisie.

programme, le Parti communiste français ne saurait envisager de se prononcer, dès le premier tour, pour un candidat non communiste et serait amené dans ce cas à présenter un candidat le moment venu.

Mais cela ne suffisait pas. Après avoir refusé de soutenir la tentative mort-née de M. X, c'est-à-dire Gaston Defferre, lancée par JJ. Servan-Schreiber autour de laquelle devait se constituer une «grande fédération» comprenant la SFIO, les radicaux, le MRP (parti démocrate-chrétien réaction-

naire équivalent au centre démocrate de Lecanuet), les dirigeants révisionnistes allaient renier leur propre résolution après l'annonce de la candidature de Mitterrand.

Le 9 septembre 1965, Mitterrand, alors dirigeant d'un petit parti, l'UDSR, présentait lui-même sa candidature et déclarait le 21 : «Au Parti communiste, je fournirai tous les éléments d'information, sans négociation et sans programme», ce qu'il confirmait dans une lettre adressée le 22 septembre à Waldeck-Rochet. (Suite page 5)

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Dans l'ordre législatif français, un texte fondamental est placé au-dessus de tous les autres, c'est la Constitution. Que se passe-t-il en cas de conflit entre les dispositions de ce texte et celles de projets de lois ultérieurement préparés par le Parlement ?

La Constitution de 1958 a séparé très rigoureusement les pouvoirs du Parlement et ceux du gouvernement, du législatif et de l'exécutif, les domaines de la loi et du règlement.

Elle a, de la sorte, considérablement affaibli la puissance du Parlement qui, désormais, peut seulement tracer les grandes orientations dans un certain nombre de domaines limitativement énumérés, et renforcé l'autorité du gouvernement, seul responsable de leur application comme des orien-

tations dans tous les autres domaines.

Pour bien comprendre l'enjeu de ces questions, il faut se rappeler que le gouvernement, nommé par le président, et responsable devant lui seul, représente, grosso modo, la coalition des partis politiques majoritaires aux élections présidentielles, tandis que le Parlement, qui représente un éventail complet des grands partis bourgeois, peut représenter une majorité liée à une autre coalition politique.

La Constitution de 1958 a réglé les conflits qui peuvent surgir de ce fait en instituant une sorte de super-arbitre au pouvoir important : le Conseil constitutionnel. Il est chargé de vérifier la conformité des lois à la Constitution, de

trancher les conflits de compétence surgissant entre le Parlement et le gouvernement. Il est également juge de la régularité de toutes les grandes consultations électorales ; il intervient également, mais cette fois-ci avec des pouvoirs limités, purement consultatifs en cas de mise en application de l'article 16, donnant tous les pouvoirs au président de la République.

Le Conseil constitutionnel est un organe très restreint composé de 9 membres désignés pour 9 ans : 3 (dont le président du Conseil) sont nommés par le président de la République, 3 par le président du Sénat, trois par le président de l'Assemblée nationale.

La bataille politique de 1978

Quelques faits et quelques chiffres

Lorient : 70 000 habitants environ au recensement de 1975.

En septembre 1977, on pouvait compter 8 000 chômeurs, 24,4 % de plus que l'année précédente.

Les fermetures d'usine se multiplient. Parmi les noms les plus connus, citons :

- Peruyero, Stéfant, Clarisse, Sopromer, La Sert, etc. Les licenciements se multiplient aussi. On licencie ou on va licencier à :
- Citram, Ducassou, Idec, etc.
- Lorient reste toutefois le premier centre industriel du département du Morbihan :
- l'arsenal emploie environ 4 000 personnes
- la SFBM (rattachée à Renault) : 1 400
- les ateliers centraux des PTT : 750
- Ducassou : 370
- Plastimo : 360

Il y a d'autres petites et moyennes entreprises. Notons aussi qu'il y a 1 180 employés municipaux à Lorient, que l'hôpital Bodélio en emploie 920 et l'hôpital Charcot 630. Lorient, c'est aussi le deuxième port de pêche de France. Outre les activités de pêche même, il y a un secteur de transformation, de conditionnement et de distribution du poisson, un secteur de réparation et de construction navale.

On sait que pour développer la région, la bourgeoisie au pouvoir parle beaucoup d'implantation décentralisée d'usines en Bretagne. C'est une vaste mystification. Par exemple, quand les forges d'Hennebont ont fermé, on parlait d'implantation : il y a eu successivement France-Elevage, Leroux et Leutz, Sogemat qui se créèrent, embauchèrent, firent faillite et licencièrent à la file. Ces petits entrepreneurs sont même souvent ouvertes et fermées par les mêmes patrons, à grands coups de subventions qui disparaissent ou ne sont pas. Savez-vous comment les habitants de Lorient appellent ces usines ? Les usines pirates.

INCULPES PAR LA COUR DE SURETE DE L'ETAT

Mardi 6 avril 1976 : des policiers contrôlent notre camarade Romain Le Gal et deux autres camarades. Les flics sans aucune preuve établissent un procédé de flagrant délit contre nos camarades accusés notamment d'inscriptions à la peinture au nom du Parti communiste marxiste-léniniste de France, interdit par la bourgeoisie le 12 juin 1968 et qui continue le combat dans la clandestinité.

Jeu 8 avril, 6 heures du matin : perquisition à grand spectacle chez nos camarades, arrêtés, menottes aux mains et gardés à vue.

Le lundi suivant, Romain Le Gal, Jean David et Jacques Le Forestier sont inculpés devant la Cour de sûreté de l'Etat de :

- reconstitution illégale du Parti communiste marxiste-léniniste de France
- dégradation d'édifice public
- atteinte au moral de l'armée.

Une quatrième inculpation tombera un peu plus tard contre Hervé Jégouzo. Les camarades sont emprisonnés.

La mobilisation contre la répression est immédiate. De partout, des motions

affluent exigeant la mise en liberté des camarades.

Les camarades de travail de Romain Le Gal, militant dans différents syndicats témoignent de son sens prolétarien, de son esprit de lutte. Des comités se créent partout : à Vannes, Floermeil, Redon, Rennes, Saint-Erme, Lannion, Morlaix, Plouhinec et Lorient pour la Bretagne.

Romain Le Gal sera finalement libéré de prison le 9 septembre 1976, après les autres inculpés. C'est le jour où les marxistes-léninistes saluent la mémoire du président Mao tsé-toung qui vient de mourir. Romain se rend sur les lieux de la cérémonie et il lit le message écrit et envoyé par le Parti communiste marxiste-léniniste de France à l'occasion de ce décès.

Romain et les autres camarades ont été remis en liberté, mais ils restent sous le coup de l'inculpation.

C'est par la mobilisation que l'on a obtenu leur mise en liberté. C'est parce que nous sommes sûrs de la sympathie de tous autour de nos camarades que nous disons : aucune répression d'aucun tribunal bourgeois ne peut arrêter les militants marxistes-léninistes.

C'est la première fois que nous, marxistes-léninistes, présentons des candidats dans une élection. Nos lecteurs, nos amis ont l'habitude de nous voir dans les luttes quotidiennes, dans les entreprises et les quartiers, au sein des syndicats et aussi en tant qu'organisation politique.

A Lorient, nos camarades étaient présents lors du conflit des dockers, en novembre 1976. Quelques temps avant, ils avaient organisé la mobilisation autour de l'inculpation de Romain Le Gal et de plusieurs autres camarades, victimes de la répression bourgeoise. Plus récemment, ils ont participé à la lutte contre le licenciement par la municipalité d'une employée et à l'organisation de l'occupation du camp de camping de Larmor-Plage face à Le Coz, maire de Larmor-Plage et candidat giscardien aux législatives. Ils ont organisé une manifestation de protestation contre la complicité du gou-

vernement français avec les fascistes et les racistes qui gouvernent l'Afrique du Sud. Il y aurait d'autres exemples encore.

De toutes ces luttes et de la pratique quotidienne au sein de la classe ouvrière, nos camarades, et bien d'autres travailleurs et travailleuses, ont tiré des leçons. Ce sont ces leçons qu'ils expliqueront concrètement au cours de cette campagne électorale, menée autour des noms de nos camarades Romain Le Gal et Jean David. Comme on le voit, ce n'est pas une campagne électorale ordinaire.

Ni droite...

Que le gouvernement actuel soit l'instrument de la bourgeoisie dans notre pays, de ce capitalisme qui est le responsable de tous nos maux est une idée qui fait de plus en plus son chemin à Lorient, comme partout ailleurs. Malgré les promesses du gouvernement, non seulement il n'y a pas de

création d'emplois dans la région, mais encore les usines ferment, les licenciements s'accroissent.

Ce n'est pas par hasard non plus que c'est un giscardien, Le Coz, qui ferme le camp de camping populaire de Larmor-Plage pour faire des profits avec le tourisme, puis qui appelle la police quand des campeurs organisent l'occupation. La bourgeoisie fait des profits avec tout.

Et quand des militants révolutionnaires ou tout simplement des travailleurs combattifs dressent la tête, c'est la répression. L'inculpation de nos camarades devant le tribunal d'exception de l'Etat est là pour nous le rappeler. C'est bien parce que nos camarades étaient liés aux masses et qu'ils développaient une pratique de lutte de classe qu'ils ont été inculpés. C'est bien grâce à la mobilisation populaire qu'ils ont été libérés.

...ni gauche

Mais une autre prise de conscience commence à se faire jour parmi les travailleurs de Lorient.

Pourquoi la mairie de gauche licencie-t-elle une employée, par une lettre de quelques lignes, comme un

simple patron ? Pourquoi les élus de gauche n'étaient-ils pas sur le terrain lors de la lutte contre le giscardien Le Coz à Larmor-Plage ? Pourquoi en 1976, certains responsables CGT ont-ils organisé des troubles entre dockers CGT et CFDT ? On peut relever aussi leur politique face à un

problème aussi crucial que les fermetures d'usines.

L'attitude des dirigeants de gauche est alors de proposer, un peu comme le fait le gouvernement, une «solution industrielle». Par exemple, lors de la fermeture de la Sopromer, ils n'ont pas vraiment soutenu la lutte et ils ont même peu à peu

abandonné les grévistes dans l'usine occupée depuis début 1976. Ils recherchaient cette fameuse «solution industrielle», à tout prix : faire venir des patrons dans la région. En fin de compte, c'est encore Besnard, le grand patron du port, qui a profité de l'opération. Quant aux travailleurs, ces marchandages se font sans tenir compte de leurs exigences : emploi pour tous, sans perte des avantages acquis.

LA PREUVE

annonçant que le licenciement était suspendu. Que s'est-il passé entre deux ? Est-ce l'effet de la bonté de nos élus de gauche ? Non, c'est la conséquence de la mobilisation et de la lutte engagée par les travailleurs et, parmi eux, notre camarade Le Gal.

Indépendance vis à vis

des partis bourgeois

Voilà pourquoi les militants marxistes-léninistes développent l'idée que la satisfaction des revendications des travailleurs exige que leur lutte soit indépendante aussi bien des partis de gauche que de droite. Ce ne sont en fait que des partis bourgeois, même si certains



A sa sortie de prison, Romain Le Gal (premier à droite, de profil sur la photo) est accueilli par ses camarades et amis de Lorient. Au fond, le camarade Jean David.

se donnent une couleur «socialiste» ou «communiste».

Par exemple, les marxistes-léninistes ont dénoncé la tentative de récupération de la colère des travailleurs, le 1er décembre. Les confédérations syndicales ont voulu faire de cette journée une journée pour le Programme commun.

Pour avoir à juste titre dénoncé cette récupération, notre camarade Le Gal a été

publiquement attaqué par une main anonyme qui a accusé notre camarade d'antisindicalisme. Cette attaque a été affichée au sein de l'union locale.

En réponse, nos camarades ont présenté un texte qui explique en quoi se livre aujourd'hui, au sein des syndicats, une lutte de ligne entre ceux qui veulent un syndicalisme de classe et de masse, un syndicalisme de lutte et ceux qui veulent

faire du syndicat un soutien au Programme commun, au futur gouvernement de gauche, qui gère une France capitaliste. Comme on le voit, notre ligne n'est en rien de l'anti-syndicalisme.

Indépendance vis-à-vis des partis de gauche et de droite, lutte de classe contre classe, telle est la signification de la candidature de nos camarades Le Gal et David.



Manifestation de soutien à Romain Le Gal inculpé, Lorient, le 15 mai 76.

A l'intention des travailleurs qui gardent encore quelques illusions sur les élus de gauche, nous publions ici deux documents :

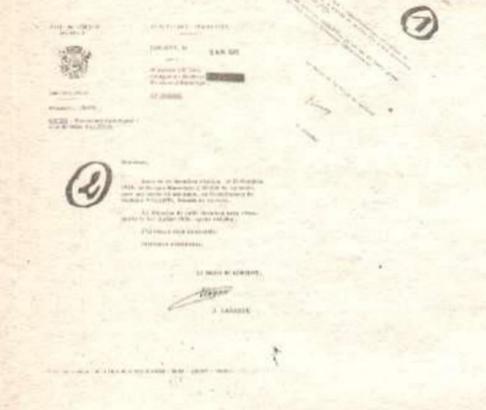
- la lettre de licenciement envoyée à madame Valenti par le maire socialiste au nom de l'administration de cette mairie socialiste et révisionniste. Les élus de gauche sont des patrons comme les autres. Leurs lettres de licenciement sont des lettres de licenciement comme les autres.
- la lettre envoyée peu après par le maire socialiste

DEUX CANDIDATS AU COEUR DES LUTTES

Romain Le Gal est né à Plouhinec, un bourg à une vingtaine de kilomètres de Lorient où les adultes parlent le breton. Ses parents sont fermiers sur une petite exploitation : de l'élevage et quelques cultures. Une vie dure comme celle de tous les petits paysans du Morbihan et d'ailleurs.

Romain va à l'école à Plouhinec, puis il entre en apprentissage comme apprenti électricien. Ce sera aussi l'apprentissage de la lutte des classes.

Il est ensuite responsable au sein du MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne). Toujours et de plus en plus lié aux jeunes paysans et aux jeunes ouvriers, sa conscience de clas-



se avance rapidement. La réflexion sur sa pratique de militant au service de la classe ouvrière et de la paysannerie l'amène à rejoindre les rangs des marxistes-léninistes.

Il travaille aujourd'hui à la mairie de Lorient comme simple employé municipal. Romain est resté un ouvrier.

En 1976, la justice et la police bourgeoises l'accusent de reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France, parti du prolétariat interdit par la justice bourgeoise le 12 juin 1968.

Mais la mobilisation très large qui soutient Romain et les autres camarades inculpés tient le gouverne-

ment en échec.

Jean David est candidat suppléant. Lui aussi inculpé par la Cour de sûreté de l'Etat (avec Romain), il travaille comme infirmier à l'hôpital Bodélio.

Nos deux camarades sont connus comme militants marxistes-léninistes mais aussi comme militants syndicaux actifs. Au cœur des luttes de leur classe, la classe ouvrière, chaque jour, ils sauront durant cette campagne pour les élections législatives profiter de cette tribune pour expliquer, faits à l'appui, que seule la lutte de classe indépendante des partis de droite et de gauche

peut satisfaire les aspirations les plus profondes des travailleurs.

10e anniversaire du Parti communiste marxiste léniniste de France Les élections présidentielles de 1965 Une grande campagne politique

(Suite de la page 3)

Le 23 septembre, le Comité central du PCF décidait, sans aucune consultation du Parti et de ses militants, de violer la résolution du XVIIe Congrès et d'apporter son soutien sans condition, dès le premier tour, à François Mitterrand qui devenait ainsi un «candidat d'union démocratique» et «candidat unique de la gauche».

Pour de nombreux militants du PCF, ce fut la stupeur et la colère ; des cellules protestèrent et s'opposèrent à cette décision, un vif courant de mécontentement se développa dans le parti. C'est de ce mécontentement que fut saisi le Bureau politique de la Fédération des cercles marxistes-léninistes qui, le 26 septembre, lança un appel solennel à tous les militants communistes, intitulé «Ni De Gaulle, ni Mitterrand, il faut un candidat communiste» et qui se terminait ainsi :

«Le Bureau politique de la Fédération des cercles marxistes-léninistes (FCML) appelle tous les communistes à passer outre aux décisions antidémocratiques et liquidatrices du Comité central révisionniste qui sabor-

de le Parti communiste français en tant que tel. Il les invite à participer à une conférence nationale communiste... au cours de laquelle la Fédération des cercles marxistes-léninistes prendra ses responsabilités et fera des propositions concrètes pour assurer d'une manière ou d'une autre la présence communiste aux élections présidentielles...».

Cette conférence se réunit le 31 octobre avec des participants venus de toute la France et adopta une résolution condamnant la décision du Comité central révisionniste et proposant aux travailleurs un programme minimum en cinq points.

Elle décida enfin d'appeler à voter ni pour De Gaulle, ni pour Mitterrand. Peu après, dans une déclaration solennelle, 81 militants membres ou anciens membres du PCF appelaient «par fidélité à l'idéal communiste» à voter, le 5 décembre, en déposant un bulletin portant l'inscription «Je vote communiste».

Deux grandes affiches, intitulées, l'une : «Non à De Gaulle» et l'autre «Non à Mitterrand», un tract national, un numéro spécial de l'Humanité nouvelle appu-

yèrent cette campagne. Si la déclaration des 81 militants reçut, par la suite, la signature de nombreux autres membres du PCF, la campagne déclenchée par les marxistes-léninistes ne laissa pas non plus indifférents les dirigeants révisionnistes. Ils ripostèrent par une série de mensonges, de calomnies, de violences, de provocations et de nouvelles exclusions du parti.

Ils voulurent faire croire que les marxistes-léninistes appelaient à voter pour De Gaulle ; pour cela, ils inventèrent un soi-disant groupe «Révolte» d'Argenteuil-Bezons «animé par le sous-préfet Cospérec» dont personne n'avait jamais entendu parler jusqu'ici (et dont personne n'entendit plus jamais parler), ils utilisèrent le groupe provocateur appelé «Centre marxiste-léniniste de France (CMLF) qui, en appelant à voter De Gaulle (au nom du «Front uni national anti-américain» se discréditait définitivement ; ils firent apposer des affiches mensongères déclarant que les marxistes-léninistes avaient reçu 100 millions du ministre de l'Intérieur, Roger Frey, et ils essayèrent, de

l'intérieur des rangs marxistes-léninistes par l'intermédiaire de leurs agents infiltrés, notamment le nommé Lanzada (auteur des coups de feu de Puycricard), d'infléchir notre ligne et de nous faire effectivement appeler à voter pour De Gaulle.

Mais rien n'y fit. Tout au contraire, ces manœuvres ouvrirent les yeux à de nouveaux militants, car notre campagne «Ni De Gaulle, ni Mitterrand» n'était en rien équivoque et montrait notre opposition de toujours à un pouvoir des monopoles.

En janvier 1966, lorsque le bilan de cette campagne fut émis, on s'aperçut que les forces des marxistes-léninistes avaient grandi, que de nombreux militants ouvriers les avaient rejoints, que de nouveaux cercles étaient apparus dans des départements où il n'en existait pas en septembre 1965 ; les conditions étaient remplies pour faire un nouveau pas en avant vers l'existence d'un véritable parti communiste. Ce fut, en juin 1966, la création du Mouvement communiste français marxiste-léniniste (MCF-ml).

La bataille politique de 1978

Les propositions du PCF restent dans le cadre du capitalisme

UN «BON» PROGRAMME COMMUN, CELA N'EXISTE PAS !

Toute la ligne politique du PCF reste aujourd'hui basée sur l'arrivée de la gauche au pouvoir, par les élections : c'est le Programme commun. Aujourd'hui, dans ses batailles avec le PS, le PCF précise : «*Nous voulons un bon Programme commun*». Or un «bon» Programme commun, cela n'existe pas. Lutter pour un «bon» Programme commun ne peut en aucun cas être un objectif pour les travailleurs.

Les nationalisations sont, selon les dirigeants du PCF, les frêles barrières qui séparent un mauvais programme de gouvernement, qui gèrerait la crise, d'un bon programme de gouvernement, qui serait au service des travailleurs. Il faut atteindre un «seuil de nationalisation», qui sépare le bon programme du mauvais.

QUELLES NATIONALISATIONS

Or, en réalité, que l'on nationalise 10, 100 ou 1 000 usines et filiales ne change rien. Regardons le fond de l'affaire.

Nous pouvons pour cela reprendre à notre compte une citation de Thorez de 1934-1935, à une époque donc où le PCF était encore un parti communiste :

«*Les nationalisations dans le cadre du système capitaliste, ne pourraient conduire qu'à un renforcement de l'Etat bourgeois, à une plus grande concentration des moyens de domination et d'oppression entre les mains de l'oligarchie financière*».

Apparemment, il y a là une contradiction : prendre les usines des mains des monopoles, ce serait renforcer les monopoles ? Oui. Car remettre les usines aux

mains de l'Etat, cela ne veut rien dire si l'on ne dit pas au service de qui est cet Etat. Or l'Etat capitaliste est au service des monopoles ; qu'on le veuille ou non, c'est toujours eux qui en profiteront en fin de compte.

LA QUESTION CENTRALE

Cela veut-il dire que les nationalisations sont à rejeter en elles-mêmes ? Reprenons Thorez :

«*Quand nous serons en France à une situation révolutionnaire, alors à l'exemple de Lénine, en 1917, nous demanderons la nationalisation. Ce sera conforme au programme de l'Internationale communiste. A ce moment, les nationalisations, le contrôle ouvrier, l'expropriation sans rachat, tout cela sera devenu le programme du gouvernement ouvrier et paysan, de la dictature du prolétariat à instaurer dans les jours les plus proches, au terme de l'insurrection armée qui nous conduira au pouvoir*».

On ne peut être plus clair : la question centrale est celle du pouvoir, de la nature du pouvoir. Nationaliser en système socialiste ? Oui. Nationaliser en système capitaliste. Non.

La question est celle du pouvoir !

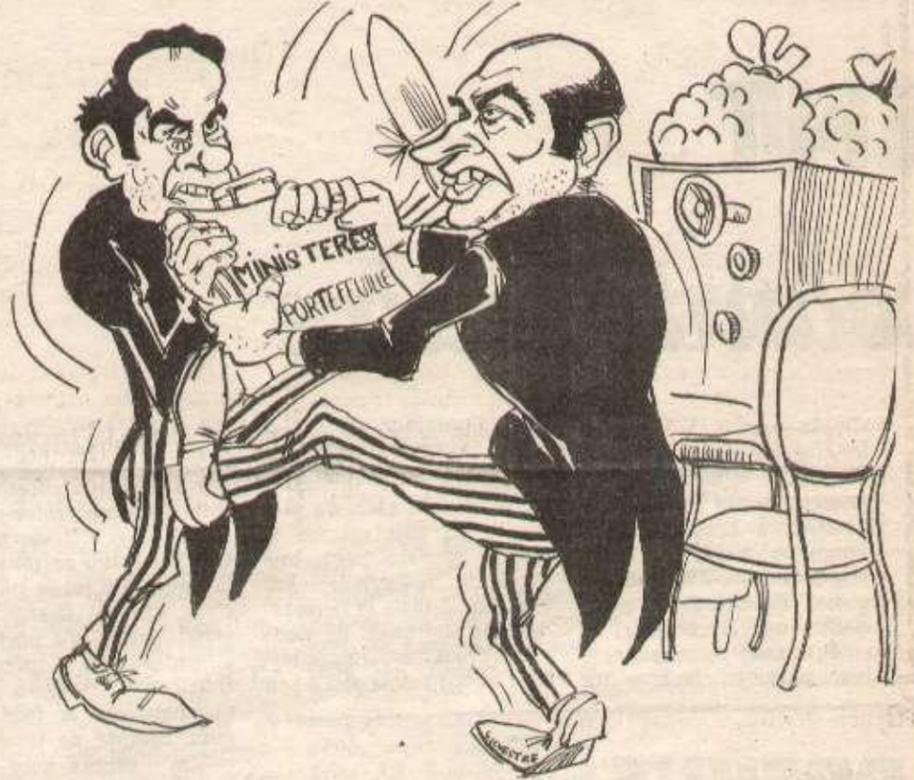
Nos lecteurs l'ont remarqué au passage : Thorez employait à cette époque des concepts qu'il «oublierait» par la suite et que les dirigeants du PCF ont tout à fait renié. Aujourd'hui, on ne parle plus de «*insurrection armée*», on ne nous parle plus de «*dictature du prolétariat*».

ILS VEULENT GÉRER

Un «bon» Programme commun, cela n'existe donc pas. C'est au fond même, que le Programme commun est mauvais, quelque soit le nombre de nationalisations prévues, parce qu'il ne renverse pas le système capitaliste.

Tant que l'on reste dans ce même système, rien ne peut être bon pour les travailleurs. Un «bon» capitalisme, cela n'existe pas. C'est ce qui fait dire à Marx et Engels, puis à Lénine, que le seul but des prolétaires devait être de renverser le capitalisme, de briser l'appareil capitaliste. C'est cela la révolution, c'est cela instaurer la dictature du prolétariat.

C'est cela aussi que les dirigeants du PCF ne veulent pas. Tout ce qu'ils veulent, c'est gérer le capitalisme : le gérer d'une manière un peu différente de celle de Giscard : quelques nationalisations, un peu de participation formelle des travailleurs. Les dirigeants du PCF sont des bourgeois. Des bourgeois de gauche, mais des bourgeois quand même.



Les deux «Programme commun», celui du PCF et celui du PS ne diffèrent pas beaucoup entre eux. Le fond est le même : gérer le capitalisme mais pas le renverser. Ce qui les oppose, ce sont des rivalités pour le pouvoir. Moins de nationalisations profiteraient plus aux dirigeants du PS. Plus de nationalisations profiteraient plus aux dirigeants du PCF. Il n'y a rien de plus derrière leurs querelles.

Les questions de la base

Vous avez pu le lire ici ou là dans la presse, vous avez pu le constater dans les réunions du PCF ou en discutant avec ses militants : la direction actuelle du PCF, sa ligne politique même est de plus en plus contestée de l'intérieur même de ce parti, depuis la rupture de l'Union de la gauche.

Il existe tout d'abord un courant de militants qui refusent la rupture de l'Union de la gauche en septembre, qui trouve que Marchais fait trop, qui propose de faire de nouvelles concessions au PS pour l'unité à tout prix.

«*Il vaut mieux que vous cédiez plutôt que de tout remettre en cause*» (lettre parue dans «France nouvelle» journal du PCF).

Ces militants qui disent : «*Si nous ne parvenons pas à un accord (avec le PS), ce serait dramatique*», sont souvent de jeunes militants qui se présentent volontiers comme «*les adhérents du 22e Congrès*».

Mais telle n'est pas l'attitude de la majorité des militants du PCF, qui eux, ne veulent plus de l'unité sans principe avec le PS, loin de là.

Beaucoup de militants voyaient d'un mauvais œil le parti de Mitter-

rand profiter de l'Union de la gauche plus que le PCF. Lors de la rupture de la gauche, en septembre dernier, ils pensaient que leur parti allait s'engager dans une voie plus dure, autonome, plus militante et combative. Ils n'attendaient que cela.

Marchais se contenta de discours très agressifs contre le PS, tout en proclamant que de toute façon, le PS reste un parti de gauche et qu'il n'y a pas d'autre solution que de recommencer comme en 1972. Il alla même plus loin : la direction du PCF ne parle plus de socialisme, mais d'autogestion qui est, comme on le sait, la théorie du PS lui-même.

Du même coup, beaucoup de militants ont commencé à dire : si c'était pour en rester là, pourquoi avoir fait tout ce tapage ? L'échec et l'impasse actuelle les ont faits réfléchir.

MARCHAIS: UN PUR PRODUIT DU REVISIONNISME

G. Marchais est né en 1920 à Falaise dans le Calvados. Au moment où éclate la deuxième guerre mondiale, il travaille comme ouvrier dans une entreprise d'aviation à Villacoublay. En 1942, alors qu'il est âgé de vingt-deux ans, il est réquisitionné pour aller en Allemagne. Il accepte de partir. Dans le livre «*Voyage à l'intérieur du Parti communiste français*», il présente son départ pour l'Allemagne comme quelque chose contre lequel il ne pouvait rien. Il justifie ceci en disant qu'à l'époque la Résistance n'ayant pas un caractère de masse, il ne voyait pas comment la rejoindre. Pourtant à cette époque nombre d'ouvriers, de paysans d'intellectuels etc. signaient leur premier acte de résistants en refusant de partir pour l'Allemagne.

Vers la fin de la guerre, Marchais met à profit une permission pour rester en France et se cache. A cette époque la résistance prend de plus en plus un caractère de masse mais Marchais ne la rejoindra pas pour autant. Il continuera à se cacher jusqu'à la Libération.

Il adhère au PCF en 1947. Dans la biographie qu'il remet au parti, il «oublie» de dire qu'il est parti pour l'Allemagne durant la guerre. Un de ses premiers actes de militant fut donc de mentir à son parti. Marchais adhère au PCF immédiatement après les deux années où les dirigeants de ce parti ont participé au gouvernement et ont fait collaborer la classe ouvrière au redressement politique et économique de la bourgeoisie. On peut penser que cette politique opportuniste a suffisamment séduit Marchais au

point à le faire adhérer au PCF.

En 1947-1948 éclatèrent de grandes grèves en France. Marchais devient responsable de la section CGT de l'usine Voisin (5 000 ouvriers). Si on ne retrouve aucune trace d'une action particulière de Marchais lors de ces grandes luttes, par contre dans le livre déjà cité, Marchais nous livre ses options de l'époque : il fait l'éloge de son patron d'alors le capitaliste Voisin «*Il voulait que son entreprise vive... et nous aussi ! Alors cela créait une situation particulière... C'était un visionnaire étonnant, un homme extraordinaire*» Marchais avait bien retenu les leçons de chauvinisme et de collaboration de classe de son maître et protecteur Thorez.

Marchais va désormais connaître une irrésistible ascension dans l'appareil du PCF sous la protection de Thorez et ceci dans le cadre du passage du PCF au révisionnisme et dans sa lutte contre le marxisme-léninisme. En 1949, deux ans à peine après avoir adhéré au PCF et sans avoir participé à aucune lutte dans lequel de nombreux militants ont donné leur vie ou se sont forgés, Marchais devient membre du comité fédéral de la Seine du PCF. En 1952, il devient permanent. Cette ascension a commencé et continuera alors que des grands résistants communistes tels que par exemple Guingoin, sont exclus du parti pour avoir voulu poursuivre la lutte de libération par la lutte révolutionnaire, alors qu'André Marty sera lui aussi exclu pour avoir dénoncé la dégénérescence de la ligne et de la direction

du PCF. L'ascension de Marchais va de pair avec l'ascension du révisionnisme dans le vieux parti. En 1956, Marchais secrétaire de Thorez, devient secrétaire de la Fédération du Val de Marne (celle de Thorez). Dix ans après son adhésion au PCF, il est membre suppléant du Comité central. En 1956, c'est le début de ses attaques contre Staline au XXe congrès du Parti communiste de l'URSS.

C'est l'année où Krouchtchev commence à avancer lors de ce congrès les positions révisionnistes. Marchais défend les thèses révisionnistes au même titre que Thorez ou Duclos. Il en est rapidement récompensé. En 1958, il entre au bureau politique et en 1961 devient secrétaire à l'organisation du PCF.

Après le congrès constitutif du PCMLF de Puyricard en décembre 1967, Marchais écrira dans l'Humanité un article haineux contre les marxistes-léninistes intitulé «*La débacle des pro-chinois en France*».

Marchais récidivera quelques mois plus tard le 3 Mai 1968 dans un article crapuleux : «*De faux révolutionnaires à démasquer*» il injuriait les étudiants qui subissaient la répression policière et dont la lutte préjudiciait au grand mouvement de Mai-Juin 1968.

Tel est donc Marchais, absent de toute lutte, un pur produit et un défenseur de révisionnisme et du système capitaliste.

La campagne de 1978 et la question de notre soutien

Certains lecteurs nous ont demandé des précisions sur les candidats que nous comptons soutenir dans les circonscriptions où il n'y aura pas de candidature marxiste-léniniste. Nous avons dit que nous soutiendrions des candidats qui ne reporteront pas leurs voix sur la majorité ou l'Union de la gauche au second tour.

Bien entendu, cette orientation ne concerne pas les candidats fascistes ni trotskistes, mais bien les candidats écologistes

ou se réclamant du marxisme-léninisme. Ajoutons que nous n'apporterons pas notre soutien aux candidats de l'UJP, ni à celles des jobertistes, pas plus qu'à l'organisation trotskiste «Lutte ouvrière» qui, à ce jour, n'appelle pas à voter Union de la gauche au second tour.

Rappelons enfin que la cible de notre campagne, ce sont les deux principales formations de la bourgeoisie : la majorité et l'Union de la gauche.

HJ

Disputes dans les mairies de Reims Grenoble et Nantes

Quelques motivations des élus de gauche

A les entendre, leurs buts sont des plus nobles : servir les intérêts des travailleurs. S'ils se disputent, c'est parce que leur conception de la société serait différente. De toute façon, disent-ils, s'ils se présentent aux élections législatives, c'est pour votre intérêt à vous, les travailleurs. En réalité, les conflits qui opposent les élus de gauche entre eux sont beaucoup moins nobles que cela, les querelles beaucoup plus sordides.

manents de ces associations serait assez flou et leur emploi du temps plutôt vague selon le PCF : on compte en tre 300 et 700 permanents selon les pointages...

Les élus du PCF ne sont pas contre ces associations en elles-mêmes, d'autant plus qu'il est devenu aujourd'hui officiellement autogestionnaire... Mais ils sont contre le fait que ces associations soient tenues en main par le PS. Comme on le voit, là encore, la «défense des travailleurs» passe par des détours bizarres...

Pour les élections législatives, le PCF pense à présenter contre le député sortant Dubedout le maire de la localité d'Echirolles, Georges Kioulou.

qui se passait... et Chenard arrivait sur les lieux du conflit, mais un peu tard.

Les responsables locaux du PCF en tiraient profit pour amener sur place Jean Poperen, membre du bureau national du PCF et adversaire de Chenard au prochaines législatives. Poperen alla même jusqu'à se montrer en tête d'une manifestation,

Ces conflits et ses parades étaient-elles dans l'intérêt des travailleurs de Dubigeon en grève ? En aucune manière. Sabotée délicatement par ailleurs, la grève cessait après deux mois de dur conflit et de grande détermination ouvrière, mais sans que rien ne soit obtenu. Les préoccupations des élus de gauche, ce n'était pas la grève...

Reims : le budget municipal

C'est lors des dernières élections municipales que la gauche a pris la mairie de Reims. Le PCF s'appropriait très vite le poste de maire et de Premier adjoint.

Les socialistes ne purent longtemps accepter cet état de fait qui ne leur laisse comme responsabilité «importante» que la présidence du district urbain.

Ils reprochèrent tout d'abord aux élus du PCF de ne recruter les employés que «d'une manière discrétionnaire dans des conditions irrégulières et sur la base de critères politiques». Ce qui veut dire, en termes clairs, que pour avoir un poste à la ville, il faut avoir sa carte au PCF. Ne reculant devant rien, le maire Claude Lamblin (PCF) a nommé son propre neveu, Jean-Paul Lamblin, aux affaires culturelles sans même que le responsable de ce secteur, Pinon (PS) en soit informé.

Même désaccord et mêmes reproches sur le budget. Aux yeux du PS, sous couvert «d'aide aux conflits sociaux», une part trop importante de ce budget est

né aux liaisons intimes des élus PCF... Les socialistes refusent de voter le budget.

Quant à l'intérêt des travailleurs ? Il est bien loin de tout cela. Les dossiers municipaux sont bloqués par la dispute PCF-PS, rien ne se fait. Il y avait pourtant eu de belles promesses...

Aux élections législatives, le maire PCF Lamblin se retrouvera face au chef de file des élus socialistes, G. Colin. Tout un programme en perspective !

Grenoble : «démocratie locale»

Ce n'est qu'en 1977 que l'on pourra voir (mais en apparence seulement) le PCF et le PS se mettre d'accord à Grenoble pour les municipales. Le PCF reçoit 16 sièges municipaux, le PS 22. Comme la gauche est réélue à Grenoble, les élus PCF entrent dans la municipalité tenue, depuis un certain temps déjà, par le socialiste Hubert Dubedout.

Les problèmes ne font que recommencer. Le PCF attaque les élus PS sur les «associations de quartiers» tenues en main par le PS et qui lui servent de relais locaux. Le nombre des per-

Nantes : l'ombre de Dubigeon

Chenard aime jouer les valets. Lors du Congrès du Parti socialiste au mois de juin, il avait su se faire voir. C'est d'ailleurs volontairement que les dirigeants du PS avaient décidé de tenir leur congrès à Nantes, qui venait juste de passer à gauche.

Chenard se trouve aujourd'hui en difficulté : les deux mois de conflit de Dubigeon ont laissé des traces, beaucoup de traces. Chenard a tout d'abord essayé de se poser en conciliateur entre patronat et grévistes. Les grévistes ont eu du mal à accepter que ce maire socialiste ne choisisse pas plus clairement son camp. Le temps qu'il comprenne

Clair

Il faut que les choses soient claires. C'est là une volonté constante de la classe ouvrière. Les tripatouillages électoraux, les marchandages pour la nomination de tel ou tel candidat ne sont pas des réalités dans lesquelles la classe ouvrière se reconnaît et c'est bien normal.

Qu'il existe des tripatouillages entre Giscard, Barre, Chirac ou Servan-Schreiber ne peut pas étonner beaucoup de monde. Ces gens-là ne reposent leur pouvoir sur l'exploitation des travailleurs, ils utilisent la démagogie, le mensonge et la tromperie pour cacher cette exploitation.

Mais que de tels tripatouillages obscurs puissent exister au sein des partis de gauche ou entre eux peut étonner certains. Il n'y a pas de quoi être surpris. De tels faits existent. Pourquoi ?

Parce que leur objectif est, au fond, le même que celui des politiciens de droite. Le Programme commun est bien un programme de gestion du capitalisme (même si on nous dit que ce capitalisme-là sera «démocratique»). Leurs méthodes pour arriver au pouvoir, ce sont bien les méthodes électoralistes, dans le cadre de la France capitaliste. Ils ont choisi volontairement, du même coup, de jouer avec plaisir le jeu des marchandages électoraux, des alliances sans principe, des coups bas et des disputes secrètes.

Ce fait confirme à nos yeux ce que nous apprend toute notre pratique : les dirigeants ont fait de ces partis des partis bourgeois.

Foyers Sonacotra

«Rien ne nous fera reculer !»

(Suite de la page une)

sécurité, les résidents ne se laisseront pas tuer... Nous ne voulons pas du racisme, nous voulons nos revendications. Nous ne sommes pas responsables de la crise, nous sommes des travailleurs. Le racisme, c'est mauvais pour tous les travailleurs. Français et immigrés doivent s'unir contre la campagne raciste.

Vient ensuite le point sur la lutte : des 18 expulsés, quatre ne sont pas revenus.

Un Daoméen dont l'expulsion n'a été connue que deux mois après celle des autres et dont le dossier a été rejeté car remis trop tard ! Un recours gracieux est jusqu'ici resté sans réponse ; deux refusés par le Conseil d'Etat, bien qu'ils ne soient pas différents des autres : on attend à leur sujet une décision du tribunal administratif devant lequel une procédure a été engagée ; le quatrième, Tunisien, est retenu par le gouvernement de son pays : c'est pourquoi, une délégation de masse est prévue auprès de l'ambassade de Tunisie, le 12 janvier à 15 h.

Pour les 14 qui sont re-

venus, une demande de réparation de dommages va être introduite.

Il fut ensuite question du foyer de Montreuil et des stagiaires (une quarantaine à Montreuil, des milliers dans toute la France) dont les bourses ont été suspendues de manière totalement illégale et qui sont, à leur tour, menacés d'expulsion. Destinés à remplacer, peu à peu, les travailleurs résidents, ils s'étaient solidarisés avec ces derniers dans leur lutte et sur leur base revendicative.

Cette conférence de presse fut présentée comme la première d'une série d'initiatives. Les obstacles que la lutte a eu à affronter, sa durée (3 ans maintenant) témoignent de l'importance de la lutte des résidents Sonacotra, importance d'autant plus grande que se déchaîne, aujourd'hui, une vaste campagne raciste et toute une série d'attentats contre nos frères immigrés. Nos camarades et amis lecteurs multiplieront donc leurs efforts pour que cette lutte soit encore plus largement soutenue et que s'y forge l'unité des travailleurs français et immigrés.

A droite

Un candidat libéral-réformateur unique

Sous la houlette du Premier ministre Barre, un accord vient d'être signé entre trois partis de la majorité : le parti giscardien, dirigé par Soisson (Parti républicain), le parti centriste de Lecanuet (CDS) et le parti radical de Servan Schreiber.

Cet accord stipule que chacune des trois formations enlèvera un certain nombre de ces candidatures au profit d'une candidature unique dans toutes les circonscriptions.

C'est une attaque dirigée contre les gaullistes du parti RPR de Chirac, qui ont été délibérément exclus de cette rencontre. Il y aura de fait deux candidats de la

majorité au premier tour dans chaque circonscription : un soutenant Giscard-Barre et l'autre soutenant Chirac. De même qu'il y aura deux candidats de la gauche : l'un commun au PS et aux radicaux de gauche et l'autre du PCF.

Quant à Giscard d'Estaing, il se dit au-dessus de la mêlée : élu au suffrage universel, il ne dépend pas de ces élections de députés. Il recevra toutes les formations de la majorité à Rambouillet ces prochains jours, afin de bien montrer qu'il est même au-dessus des partis. Quel grand homme, ce Giscard au-dessus des intérêts mesquins !





LA DIRECTION CGT D'EDF Contre la poursuite du mouvement

Le mercredi 4 janvier, a eu lieu la réunion entre les fédérations CGT et CFDT d'EDF-GDF. Cette réunion, prévue pour discuter des suites à donner au mouvement revendicatif de la première quinzaine de décembre, s'est soldée par une rupture : seule la CFDT était favorable à la poursuite de l'action.

Les deux propositions avancées par la fédération CFDT - deux fois deux heures de grève par semaine ou poursuite de la grève tournante, région par région, avec baisse de production (mouvement dont les hurlements de Barre et du CNPF ont prouvé l'efficacité) n'ont même pas été discutées par la CGT.

Compte-tenu de la forte emprise de la CGT, cette rupture signifie que le mouvement n'aura vraisemblablement pas de suite (la CFDT ne représente que 18 % à EDF).

Le 16 décembre, plus de 5 000 gaziers et électriciens étaient dans la rue, à Paris, exigeant 200 F tout de suite en attendant une remise en ordre générale des salaires. C'est ce jour-là que le mouvement fut suspendu au nom de la «trêve de fin d'année». (Les Michelin ont bien montré ce qu'il fallait en penser de cette «trêve» de la lutte de classe).

Dès ce moment, on pouvait dire que certains étaient prêts à capituler et à arrêter le mouvement dès qu'on leur permettrait de s'asseoir autour d'un tapis vert.

• Michelin Samedi 7 : un test

Avant que le projet d'horaire en semi-continu ne soit connu - horaire qui ferait commencer la semaine le dimanche soir à 22 h pour se terminer le samedi à 13 h - un certain nombre de samedis étaient déjà travaillés chez Michelin.

Au cours du mouvement de grève de dix jours, auquel près de 20 000 Bibs ont participé, la revendication des 40 heures avec le repos du samedi et du dimanche a été avancée avec force pour s'opposer au projet d'horaire en semi-continu.

Le samedi 7 janvier, est justement un de ces samedis qui devait être travaillé. En conséquence, l'ampleur et le succès de la grève ce jour-là auront une grande importance pour mettre en échec les plans de Michelin.

Pour gagner dans cette lutte, les travailleurs devront ne pas se laisser désorienter par les querelles qui

• Ploermel

Les ouvriers de l'entreprise Panaget, à la Chapelle-Caro, à quelques kilomètres de Ploermel (Morbihan), sont en grève. Jour et nuit, ils tiennent un piquet devant l'usine pour obtenir des augmentations de salaires.

Les salaires actuels sont de 1 700 F à 2 000 F mensuels. Entre Noël et jour de l'An, ils ont barré la route nationale de Rennes pour faire connaître leur lutte. Samedi 7 janvier, ils invitent à un Fest-Noz de soutien, à 20 h 30, à la Chapelle-Caro.

C'est exactement ce qui s'est passé. Boiteux, directeur d'EDF, faisait parvenir, mercredi matin (avant la réunion), une proposition aux deux fédérations pour ouvrir, dans la deuxième quinzaine de janvier, une négociation sur la grille des salaires, négociation qui se situe strictement dans le cadre de l'accord salarial qui, justement, est dénoncé par les gaziers-électriciens, la fédération CFDT et, jusqu'à présent, au moins en paroles, par la CGT.

Voilà le prétexte dont se saisissent Pauwels et les dirigeants CGT pour arrêter le mouvement.

Tierseu qui parlait dans une conférence de presse au nom de la fédération CFDT a dit, à ce sujet, que l'attitude de la fédération CGT était peu conforme aux grandes déclarations de Séguy sur la nécessité de développer l'action et que la négociation avec Boiteux n'était pour la CGT qu'un «faux fuyant».

Mais il n'y aura bientôt que les naïfs incorrigibles pour croire que les grandes phrases (ou les petites) de Séguy, appelant à la lutte, correspondent à autre chose dans la pratique qu'au sabotage des luttes et à une collaboration de classe effrénée.

Restent les légitimes revendications de gaziers-électriciens. Une fois de plus, seul le rejet conscient de la ligne de trahison des Séguy et Pauwels permettra de les faire aboutir.

opposent les directions syndicales CGT et CFDT. En effet, les dirigeants CGT en lançant des mots d'ordre unilatéraux de débrayage pour le mercredi 4 janvier contribuent surtout à semer la confusion et à récupérer. Le seul objet du débrayage, c'est d'assister à un meeting CGT animé par un secrétaire confédéral. De la même façon, «l'initiative» consistant à réclamer une entrevue au préfet du Puy-de-Dôme n'est pas de nature à faire reculer Michelin. (ce même préfet qui refusait toute discussion quand les Bibs étaient en grève). D'ailleurs pour ces raisons, la CFDT a refusé de s'associer à la démarche).

Bref, ceux qui ont agi pour se débarrasser de la grève s'agitent aujourd'hui pour faire briller leur blason. L'avenir de la lutte contre le semi-continu est tout entier entre les mains des Bibs.

• Marange-silvange (Moselle)

LA LUTTE CONTRE 8 LICENCIEMENTS AU FOYER D'HANDICAPES

Jusqu'à ces derniers jours, la renommée du foyer Bernard Delforge était sans tâche. A force de ténacité, une association bénévole avait collecté des dons suffisamment importants pour construire à Marange-Silvange, un foyer d'handicapés «exemplaire» qui s'ouvrirait le 1er juin 1977.

Mais depuis cette date, petit à petit, les illusions et l'enthousiasme des débuts s'effacèrent devant une réalité plus amère : le personnel et en particulier les «agents de pavillon», découvraient que derrière leur masque de social, bienfaiteur, etc. les responsables du foyer et de l'association étaient bien... des patrons. Et ces patrons entendaient imposer au personnel des changements d'horaires, de mauvaises conditions de travail, etc.

Face à cette situation, les travailleurs du foyer décidèrent de s'organiser. Ils constituèrent une section CFDT et désignèrent un délégué. C'en était trop pour une direction qui se démasquait au fil des événements.

- le 5 décembre, 23 des 24 agents de pavillon signaient une pétition remise à la direction.

- le 8 décembre, suite à cela, le délégué syndical était mis à pied huit jours (sanction aussi abusive qu'injustifiée).

- aussitôt, la majorité du personnel se mettait en grève. La direction ripostait avec l'aide du quotidien local, le Républicain Lorrain, et du député de choc Kieffer, en prétendant que les grévistes laissaient les handicapés sans soins. Pour donner une allure de vérité à ses mensonges, elle organise même une manifestation d'handicapés en fauteuils roulants dans Marange-Silvange !

- le 12 décembre, au bout de quatre jours de grève, la direction, en quelques minutes, cède sur toute la ligne et donne satisfaction aux grévistes. Mais le docteur-député Kieffer annonce qu'il veut «faire un exemple» pour montrer que c'est lui qui «fait la loi». Il réclame et obtient huit licenciements.

Le jour-même, les huit lettres de licenciement sont envoyées au délégué et à sept autres grévistes et syndiqués. Ces lettres ne comportent aucun motif ni préavis.

Le 13 décembre, quand le délégué arrive au travail, la direction lui interdit l'accès au foyer.

Depuis l'annonce des licenciements, la lutte d'une part, la répression d'autre part, se développent :

- au foyer, la répression s'abat aussi bien sur ceux des grévistes qui n'ont pas été licenciés que, et c'est un comble, sur ceux des handicapés qui ont soutenu

les grévistes.

- Du côté des licenciés, la lutte s'organise et le soutien s'élargit. Parallèlement à des actions sur le plan juridique (dont les premières ont donné raison aux licenciés), on popularise.

Deux soirées de soutien ont connu un certain succès, et la lutte commence à être connue. De plus en plus, les yeux s'ouvrent et les langues se délient. De plus en plus, l'image de marque du foyer Bernard Delforge se ternit. On découvre pas mal de choses, dont la moindre n'est pas la mort récente

d'un handicapé qui semble suspecte.

La détermination et le moral des licenciés sont au beau fixe. La lutte continue ! Elle sera dure, surtout qu'elle se heurte de front à Kieffer, qui est un «personnage» dans la région, et dont les méthodes fascisantes sont bien connues.

Cette lutte sera dure, mais elle peut, elle doit être victorieuse. Il faut imposer, à la direction et à Kieffer, la réintégration immédiate des huit licenciés pour fait de grève. Et pour

cela, il faut construire un rapport de force en soutenant cette juste lutte.

Un communiqué du Comité de Parti du Parti communiste marxiste-léniniste adressé aux licenciés du foyer affirmait le soutien total des marxistes-léninistes de la région à cette juste lutte.

Non aux atteintes au droit de grève et aux libertés syndicales !

Réintégration immédiate des huit licenciés !

Correspondant HR

Un livre de E.100

«La Chine, telle que l'ont vue dix syndicalistes»



Les dix syndicalistes en Chine, au cours de leur visite. Leur livre peut se commander à E 100, 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris, ou se trouver dans les librairies : les Herbes sauvages, à Paris, et la Force du Livre, à Lyon.

Dix militants syndicaux d'EDF-GDF de la région parisienne ont effectué, du 30 mars au 21 avril 1977, un voyage en République populaire de Chine, à l'invitation de l'Association du peuple chinois d'amitié avec l'étranger.

Dix travailleurs, dont 4 femmes et 6 hommes, d'horizon divers, ont découvert ensemble, pour la première fois, cette immense pays qu'est la Chine. Parmi eux, quelques uns étaient déjà des amis de la Chine, d'autres n'en savaient pas grand chose, mais tous avaient à cœur de mieux connaître ce qu'était, concrètement, l'édification du socialisme.

Pendant trois semaines, de Pékin à Changhaï en passant par Nankin et Yangtcheou, de Tchongcha et Chaochan à Canton en passant par Koueilin, ils ont pu visiter nombre d'usines, des communes populaires, un hôpital, un palais des enfants, des écoles et des universités etc., entendre aussi des exposés sur les syndicats, la situation actuelle en Chine, sa politique internationale etc..

Bien que des appréciations diverses sur tel ou tel sujet aient pu s'exprimer

entre eux, ils se sont mis d'accord pour rapporter ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont entendu, car disent-ils «ces faits sont intéressants et profitables pour tous ceux et toutes celles qui s'intéressent à ce qui se passe en République populaire de Chine».

Ils ont donc écrit un livre, «La Chine telle que l'ont vue dix syndicalistes» reprenant les nombreuses notes prises au cours des visites et des exposés.

Si le premier chapitre permet de mieux situer la Chine de 1977 dans son ensemble (pays socialiste et pays du tiers-monde), comparée notamment à la situation d'avant la libération, un autre chapitre rapporte la vie quotidienne d'aujourd'hui : dans les usines, les quartiers d'habitation, les communes populaires, les crèches, l'enseignement, la santé, la culture, la place et le rôle des femmes et des minorités nationales. Par ailleurs sont expliqués les structures et principes directeurs qui définissent aujourd'hui l'organisation de la Chine.

Comme beaucoup d'autres amis, ces 10 syndicalistes se posaient un certain

nombre de questions sur l'élimination de la bande des Quatre et sur la politique extérieure de la Chine. Les camarades chinois ont répondu à leurs questions par des exposés retranscrits dans le livre auxquels s'ajoutent des témoignages recueillis tout au long des visites.

S'il était une question qui intéressait vivement les 10 militants syndicaux, c'était bien celle de la place, du rôle, de l'organisation des syndicats en Chine. Un intéressant exposé vient compléter, synthétiser tout ce qui a pu être vu et entendu, notamment au cours des visites d'usines.

La «Chine telle que l'ont vue dix syndicalistes» est un livre écrit simplement qui permet et de saisir ce que représente, concrètement, l'édification du socialisme, et de répondre à de nombreuses questions. C'est un témoignage qu'il faut connaître et faire connaître.

Notons qu'en plus du livre, les 10 syndicalistes ont également réalisé un montage-diapositives (400 photos qui peuvent être regroupées par thème). Et c'est avec un grand succès que plusieurs projections-débats ont déjà eu lieu.